



RAPPORT FINANCIER AU 30 JUIN 2012

SOMMAIRE

1. RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2012	3
2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES	6
3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	23
4. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER AU 30 JUIN 2012.....	26

RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2012

1. ACTIVITÉ ET RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ

Activité : croissance de +93% du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2012 s'élève à 3 519 K€ et affiche une progression de +93% par rapport à la même période en 2011, soutenue à la fois par le dynamisme d'un chiffre d'affaires Clinique (utilisation du Cellvizio® dans les hôpitaux et cliniques) en hausse de +76% pour s'élever à 2 862 K€ contre 1 629 K€ au 1^{er} semestre 2011, et par les ventes plus que triplées en activité Pré-clinique (utilisation du Cellvizio en recherche préclinique), qui atteignent 657 K€ contre 191 K€. Les ventes aux hôpitaux et cliniques, cœur de l'activité commerciale de la société, représentent 81% de l'activité sur le semestre, contre 19% pour les ventes précliniques.

L'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires par produit et par nature montre une progression homogène des ventes d'Equipements et de Consommables (minisondes) respectivement de +119% et +119%, pour s'élever à 2 447 K€ et 849 K€. La vente de Services recule de -29% pour atteindre 223 K€.

Au 30 juin 2012, Mauna Kea technologies dispose d'un parc installé de 242 Cellvizio à travers le monde dont 149 au sein d'établissements de soins et 93 au sein de centres de recherche préclinique.

La répartition géographique du chiffre d'affaires met en évidence les premiers résultats du renforcement de la stratégie commerciale et des équipes de vente, avec une progression sur l'ensemble des zones de commercialisation directe du Cellvizio. Au 30 juin 2012, les zones Amériques, EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) et APAC (Asie Pacifique) représentent respectivement 60%, 25% et 15% des ventes.

Résultat opérationnel conforme aux anticipations de la Société

Les charges opérationnelles s'établissent à 11 111 K€ sur les 6 premiers mois de l'année contre 5 422 K€ au premier semestre 2011, soit une progression de +105%, conforme avec la stratégie annoncée par la société consistant à accroître significativement ses investissements, notamment en ventes et marketing.

Le taux de marge brute, de 68% au 30 juin 2012 affiche une forte augmentation par rapport au taux de marge brute au 30 juin 2011, qui s'établissait à 58%.

L'accroissement significatif des charges de Ventes & Marketing s'est traduit essentiellement par une importante campagne de recrutements de forces de vente pour les zones Etats-Unis et Europe. Les Ventes et le Marketing restent le premier poste de dépenses de la Société, et représentent 54% de la totalité des charges opérationnelles du premier semestre 2012. Par ailleurs, la société a poursuivi ses efforts en matière d'innovation, ce qui s'est traduit par une augmentation de ses dépenses de Recherche et de Développement de 53%. Le ratio des dépenses de Recherche et Développement rapportées au chiffre d'affaires est désormais de 37%.

A noter que l'effectif de Mauna Kea Technologies s'élevait à 107 collaborateurs au 30 juin 2012 contre 67 collaborateurs au 30 juin 2011, soit une hausse de 60% du nombre de ses collaborateurs.

Après prise en compte des Autres Revenus pour 719 K€ au 30 juin 2012 contre 436 K€ au 30 juin 2011, en raison de l'augmentation du Crédit Impôt Recherche et des subventions, le résultat net de la société s'établit à - 6 940 K€.

La trésorerie au 30 juin 2012 ressort à 43,4 M€.

2. SITUATION ET FAITS MARQUANTS

- Déploiement de la force commerciale aux Etats-Unis et en Europe :

Conformément au plan de marche annoncé au moment de l'introduction en bourse, la société a procédé au recrutement d'une force de ventes directe aux Etats-Unis et en France de 25 personnes, répartie entre le personnel commercial responsable de la vente de programmes et d'équipements et le personnel commercial en charge du suivi des procédures et de la formation des équipes médicales.

- Obtention de codes de remboursement aux Etats-Unis :

La société a annoncé début mars que le Comité de sélection de l'American Medical Association (AMA) avait approuvé la création de trois codes de remboursement CPT® de Catégorie I. Ces codes doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Deux des codes sont réservés aux gastro-entérologues pour l'utilisation du Cellvizio dans les voies digestives hautes, le 3^{ème} code concerne la lecture des images du Cellvizio par les anatomopathologistes et sera valable pour l'ensemble du corps humain.

- Poursuite des développements cliniques :

La société a annoncé que plus de 50 nouvelles études démontrant l'utilité clinique de la technologie d'imagerie Cellvizio ont d'ores et déjà été publiées depuis le début de l'année 2012. Ces nouvelles publications portent à 190 le nombre d'articles traitant du Cellvizio et à 353 le nombre total d'études dédiées à l'endomicroscopie

3. EVOLUTION ET PERSPECTIVES

Perspectives

- ouverture des marchés brésilien, canadien et russe :

La société poursuit son expansion territoriale sur des marchés en forte croissance dans les dispositifs médicaux avec l'ouverture des marchés du Brésil, du Canada et de la Russie.

- lancement d'une nouvelle sonde ultra miniaturisée pour voir le cancer du pancréas :

La société a lancé une nouvelle sonde baptisée AQ Flex™ 19. Cette sonde est la première d'une toute nouvelle gamme de minisondes pour le Cellvizio, permettant de fournir aux praticiens une visualisation en temps réel et au niveau cellulaire des kystes du pancréas. Cette nouvelle technologie se compose d'un microscope miniature à fibre optique, aux dimensions suffisamment réduites pour être inséré à l'intérieur d'une aiguille de calibre 19. Comme pour les procédures standard d'aspiration à aiguille fine (fine needle aspiration, FNA), ces examens sont guidés par échographie endoscopique (endoscopic ultrasound, EUS). La minisonde AQ Flex 19 a obtenu le label européen CE et la société s'emploie à obtenir l'autorisation 510(k) aux États-Unis

4. ÉVÉNEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DU SEMESTRE

Néant.

5. RISQUES ET INCERTITUDES - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les risques relatifs à la société sont précisés dans le chapitre 4 « Facteurs de risques » du document de base la société.

Les relations avec les parties liées, font l'objet de la note 21 des comptes semestriels 2012.



Mauna Kea Technologies

Société anonyme au capital de 538 095 euros

Siège social : 9 rue d'Enghien

75010 Paris

431 268 028 R.C.S. Paris

Comptes consolidés selon les normes IFRS au 30 juin 2012

Mauna Kea Technologies
30 juin 2012

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
(Montants en milliers d'euros)

	<u>Note</u>	<u>30/06/2012</u>	<u>31/12/2011</u>
ACTIF			
Actifs non-courants			
Immobilisations incorporelles	3	2 907	2 592
Immobilisations corporelles	4	564	563
Actifs financiers non-courants		64	64
Total des actifs non-courants		<u>3 536</u>	<u>3 219</u>
Actifs courants			
Stocks et en-cours	5	2 052	1 515
Clients et comptes rattachés	6	1 555	1 409
Autres actifs courants	6	2 265	1 868
Actifs financiers courants	7	988	943
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	43 424	51 347
Total des actifs courants		<u>50 283</u>	<u>57 081</u>
TOTAL DEL'ACTIF		<u>53 819</u>	<u>60 300</u>

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
(Montants en milliers d'euros)

	<u>Note</u>	<u>30/06/2012</u>	<u>31/12/2011</u>
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital social	9	538	536
Primes liées au capital		56 399	56 190
Réserves		(4 346)	2 838
Réserves de conversion		6	(55)
Résultat consolidé, part du groupe		(6 940)	(7 935)
Total des capitaux propres		<u>45 657</u>	<u>51 575</u>
Passifs non-courants			
Dettes à long terme	10	2 920	2 745
Provisions non courantes	11	414	390
Total des passifs non-courants		<u>3 334</u>	<u>3 135</u>
Passifs courants			
Emprunts et dettes financières à court terme	10	727	978
Fournisseurs et comptes rattachés		1 558	2 315
Autres passifs courants	12	2 544	2 297
Total des passifs courants		<u>4 829</u>	<u>5 590</u>
TOTAL DU PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		<u>53 819</u>	<u>60 300</u>

Mauna Kea Technologies
30 juin 2012

ETAT DU RESULTAT GLOBAL
(Montants en milliers d'euros)

	Note	Au 30 juin	
		2012	2011
Produits opérationnels			
Chiffre d'affaires	13	3 519	1 820
Autres revenus	13	719	436
Total des produits		<u>4 238</u>	<u>2 256</u>
Charges opérationnelles			
Coût des produits vendus		(1 122)	(757)
<i>Taux de marge brute</i>		68%	58%
Recherche & Développement	15	(1 297)	(845)
Ventes & Marketing	15	(5 976)	(2 406)
Frais Généraux	15	(1 916)	(1 224)
Paieement fondé sur des actions	9	(800)	(190)
Total des charges		<u>(11 111)</u>	<u>(5 422)</u>
Résultat opérationnel		<u>(6 873)</u>	<u>(3 167)</u>
Produits financiers	16	60	95
Charges financières	16	(126)	(78)
Résultat courant avant impôt		<u>(6 939)</u>	<u>(3 149)</u>
Charge d'impôt		(1)	(2)
Résultat net		<u>(6 940)</u>	<u>(3 151)</u>
Autres éléments du résultat global			
Ecarts de conversion sur entités étrangères		61	(9)
Résultat global		<u>(6 879)</u>	<u>(3 160)</u>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)*		13 419	8 932
Résultat net par actions (€/action)		(0,52)	(0,35)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles (en milliers)	19	15 205	10 357

*Le 25 mai 2011, la société a regroupé ses actions à raison de 4 actions anciennes pour 1 nouvelle.

Mauna Kea Technologies
30 juin 2012

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(Montants en milliers d'euros)

		Capital	Primes	Titres auto-détenus	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultat consolidé, part du groupe	Total des capitaux propres consolidés
Capitaux propres au	31/12/2010	357	30 168		(19 707)	(64)	(3 893)	6 862
Affectation du résultat					(3 893)		3 893	
Imputation du report à nouveau			(25 746)		25 746			
Opérations sur le capital *			(910)					(910)
Paievements fondés sur des actions					209			209
Résultat global au	30/06/2011					(9)	(3 151)	(3 160)
Capitaux propres au	30/06/2011	357	3 513		2 356	(73)	(3 151)	3 002

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(Montants en milliers d'euros)

		Capital	Primes	Titres auto-détenus	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultat consolidé, part du groupe	Total des capitaux propres consolidés
Capitaux propres au	31/12/2011	536	56 190	(73)	2 912	(55)	(7 935)	51 575
Affectation du résultat					(7 935)		7 935	
Opérations sur le capital		2	209					211
Paievements fondés sur des actions					880			880
Contrat de liquidité Gilbert Dupont				(122)	(7)			(129)
Résultat global au	30/06/2012					61	(6 940)	(6 879)
Capitaux propres au	30/06/2012	538	56 399	(195)	(4 150)	6	(6 940)	45 657

*Les primes sont diminuées des coûts directement attribuables à l'augmentation de capital réalisée le 5 juillet 2011.

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(Montants en milliers d'euros)

	Note	Au 30 juin	
		2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net consolidé		(6 940)	(3 151)
Élimination des amortissements et provisions		284	277
Charges et produits calculés liés aux paiements fondés sur des actions	9	880	209
Autres éléments exclus de la capacité d'autofinancement		19	(86)
<i>Produits et charges liés à l'actualisation des avances remboursables</i>	13/16	23	(26)
<i>Produits nets des équivalents de trésorerie</i>	16	(16)	(60)
<i>Autres éléments non monétaires</i>		12	
Gains et pertes latentes liés aux variations de juste valeur	7	(24)	
Plus et moins-values de cession			4
Elimination de la charge / produit d'impôt		1	2
Capacité d'autofinancement		(5 781)	(2 745)
Impôts versés		(1)	
Variation du BFR lié à l'activité		(1 552)	(75)
<i>Stocks et en-cours</i>		(485)	(48)
<i>Clients et comptes rattachés</i>		(124)	(375)
<i>Autres actifs courants</i>		(394)	78
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>		(759)	155
<i>Autres passifs courants</i>		210	115
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		(7 334)	(2 820)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	3/4	(577)	(555)
Variation nette des placements financiers à court terme	7	(21)	
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(598)	(555)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Sommes reçues lors de l'exercice de stocks options	9	211	
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital*			(106)
<i>Versées par des actionnaires de la société mère</i>			(106)
<i>Versées par des minoritaires des sociétés intégrées</i>			
Rachats et revente des actions d'autocontrôle		(129)	
Intérêts financiers nets payés		16	60
<i>Produits nets des équivalents de trésorerie</i>	16	16	60
Autres flux liés aux opérations de financement	10	(100)	(60)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (C)		(2)	(106)
Incidence de la variation des cours des devises (D)		11	(6)
Variation de trésorerie (A) + (B) + (C) + (D)		(7 923)	(3 487)
Trésorerie d'ouverture	8	51 347	6 323
Trésorerie de clôture	8	43 424	2 835
Variation de trésorerie		(7 923)	(3 487)

*La variation des « Fournisseurs et comptes rattachés » propres aux coûts de l'opération sur le capital survenue après le 30 juin 2011 pour 804 K€ est prise en compte dans la ligne « Somme reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital » pour présenter sur cette dernière le décaissement au 30 juin 2011 propre à l'augmentation de capital.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Note 1 : Méthode et principes comptables.....	12
Note 2 : Société et périmètre.....	13
Note 3 : Immobilisations incorporelles.....	14
Note 4 : Immobilisations corporelles.....	14
Note 5 : Stocks et en-cours.....	15
Note 6 : Créances clients et autres actifs courants.....	15
Note 7 : Actifs financiers courants.....	16
Note 8 : Trésorerie, équivalents de trésorerie.....	16
Note 9 : Capital.....	16
Note 10 : Emprunts et dettes financières.....	18
Note 11 : Provisions non courantes.....	18
Note 12 : Autres passifs courants.....	18
Note 13 : Chiffre d'affaires et produits opérationnels.....	19
Note 14 : Charges de personnel.....	20
Note 15 : Charges externes.....	20
Note 16 : Produits et charges financiers.....	21
Note 17 : Charges d'impôt.....	21
Note 18 : Engagements.....	21
Note 19 : Résultat par action.....	21
Note 20 : Gestion des risques financiers.....	22
Note 21 : Relations avec les parties liées.....	22
Note 22 : Evénements postérieurs à la clôture.....	22

Note 1 : Méthode et principes comptables

1.1 Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés résumés du premier semestre 2012, arrêtés par le Conseil d'administration du 30 août 2012, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

L'hypothèse de continuité d'exploitation a été retenue par le Conseil d'administration compte tenu de la trésorerie disponible au 30 juin 2012, qui s'élève à 43,4 millions d'euros et permet de couvrir les besoins futurs de la société.

S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2 Principales méthodes comptables

Les nouvelles normes, amendements, révisions et interprétations de normes publiées d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2012 sont sans effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2012. Il s'agit de l'amendement de norme suivant :

- Amendement IFRS 7, « informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers ».

Par ailleurs, la Société n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements, révisions et interprétations de normes publiés dont l'application ne sera obligatoire qu'au titre des exercices ouverts postérieurement au 1^{er} janvier 2012. Il s'agit des normes et amendements suivants :

- Amendement IAS 1, « présentation des autres éléments du résultat global », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012,
- IAS 19 révisée, « avantages au personnel », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

La Société n'a également pas appliqué de façon anticipée les normes, amendements, révisions et interprétations de normes publiés et non endossés par l'Union Européenne :

- L'ensemble des normes amendées dans le cadre de l'amélioration annuelle 2011 des IFRS,
- IFRS 9, « instruments financiers »,
- IFRS 10, « états financiers consolidés »,
- IFRS 11, « partenariats »,
- IFRS 12, « informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »,
- IFRS 13, « évaluation à la juste valeur »,
- IAS 27 révisée, « états financiers individuels »,
- IAS 28 révisée, « participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »,
- Amendement IAS 12, « recouvrement des actifs sous-jacents »,
- Amendement IAS 32, « compensation des actifs et passifs financiers »,
- Amendement IFRS 1, « hyperinflation grave – suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants »,
- Amendement IFRS 7, « informations en annexe : compensation des actifs et passifs financiers »,
- IFRIC 20, « frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert ».

La direction prévoit que l'application de ces normes n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

1.3 Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.3.1 Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé calculé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables.

1.3.2 Tests de perte de valeur

En l'absence d'indices de perte de valeur au 30 juin 2012, et conformément aux dispositions d'IAS 36, le Groupe n'a pas effectué de test de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles.

Note 2 : Société et périmètre

Créée en mai 2000, Mauna Kea Technologies SA (« la Société ») développe et commercialise des dispositifs médicaux, notamment des instruments d'optique en imagerie médicale.

Dans le cadre de son développement aux Etats-Unis, la Société a créé Mauna Kea Technologies Inc. le 3 janvier 2005.

Sociétés	30/06/2012		31/12/2011	
	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle
Mauna Kea Technologies SA (1)	100%	100%	100%	100%
Mauna Kea Technologies Inc	100%	100%	100%	100%

(1) Société mère du Groupe

Aucune variation de périmètre n'a eu lieu sur l'exercice.

Note 3 : Immobilisations incorporelles

Les mouvements d'immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Montants en milliers d'euros)

	<u>31/12/2011</u>	<u>Augmentation</u>	<u>Diminution</u>	<u>Reclassements</u>	<u>30/06/2012</u>
Frais de développement	1 779			283	2 062
Brevets, licences et marques	836	25		61	923
Logiciels	87	5			92
Frais de développement en cours	449	305		(283)	471
Brevets, licences et marques en cours	507	140		(61)	586
Total brut des immobilisations incorporelles	3 658	476			4 134
Amort. / dép. des frais de développement	(759)	(124)			(883)
Amort. / dép. des brevets, licences et marques	(229)	(30)			(258)
Amort. / dép. des logiciels	(78)	(7)			(85)
Total amort. / dép. des immobilisations incorporelles	(1 066)	(161)			(1 226)
Total net des immobilisations incorporelles	2 592	315			2 907

Les principaux projets dont les coûts de développement ont été activés sur la période concernent les Cellvizio Dual BAND de Deuxième Génération et les sondes AQFlex.

La période a été marquée par le début de la commercialisation du Cellvizio Dual BAND de Première Génération qui a entraîné le début de l'amortissement des coûts de développement afférents à ce projet.

VARIATION ANNUELLE DES FRAIS DE DEVELOPPEMENT (PART ACTIVEE) (Montants en milliers d'euros)

	<u>30/06/2012</u>	<u>31/12/2011</u>
Coûts externes	33	64
Charges de personnel	275	755
Crédit d'impôt recherche	(82)	(227)
Paieement fondé sur des actions	80	112
Variation brute des frais de développement	305	704
Amortissement des frais de développement	(124)	(219)
Variation nette des frais de développement	181	485

Note 4 : Immobilisations corporelles

Les mouvements d'immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Montants en milliers d'euros)

	<u>31/12/2011</u>	<u>Augmentation</u>	<u>Diminution</u>	<u>Ecart de change</u>	<u>Reclassements</u>	<u>30/06/2012</u>
Matériel de laboratoire	977					977
Agencements des constructions	33	12				45
Matériel informatique	356	43	(1)	2		400
Autres immobilisations corporelles	236	46				282
Total brut des immobilisations corporelles	1 602	101	(1)	2		1 704
Amort. / dép. du matériel de laboratoire	(686)	(54)		(1)		(741)
Amort. / dép. des agencements des constructions	(12)	(3)				(15)
Amort. / dép. du matériel informatique	(259)	(30)	1	(1)		(289)
Amort. / dép. des autres immobilisations corporelles	(82)	(12)				(94)
Total amort. / dép. des immobilisations corporelles	(1 039)	(100)	1	(2)		(1 140)
Total net des immobilisations corporelles	563	1				564

Note 5 : Stocks et en-cours

Le poste stocks et en-cours s'analyse comme suit :

STOCKS ET EN-COURS		
(Montants en milliers d'euros)		
	<u>30/06/2012</u>	<u>31/12/2011</u>
Stocks de matières premières	1 080	768
Stocks et en-cours de produits finis	1 004	780
Total brut des stocks et en-cours	2 084	1 548
Dép. des stocks de matières premières	(32)	(33)
Dép. des stocks et en-cours de produits finis		
Total dép. des stocks et en-cours	(32)	(33)
Total net des stocks et en-cours	2 052	1 515

L'augmentation du stock de 537 K€ s'explique par l'augmentation attendue des ventes au prochain semestre.

Note 6 : Créances clients et autres actifs courants

6.1 Clients et comptes rattachés

L'augmentation de 146 K€ des clients et comptes rattachés s'explique par l'augmentation des comptes clients aux USA en lien avec la hausse du chiffre d'affaires réalisé sur les deux derniers mois de la période.

6.2 Autres actifs courants

Le poste autres actifs courants s'analyse comme suit :

AUTRES ACTIFS COURANTS		
(Montants en milliers d'euros)		
	<u>30/06/2012</u>	<u>31/12/2011</u>
Personnel et compte rattachés	57	44
Crédit d'impôt recherche	900	426
Autres créances fiscales	627	722
Autres créances	502	471
Charges constatées d'avance	179	204
Total brut des autres actifs courants	2 265	1 868
Dép. des autres créances		
Total net des autres actifs courants	2 265	1 868

Les autres créances fiscales sont relatives à la TVA déductible ainsi qu'au remboursement de la TVA demandée pour un total de 627 K€.

Les autres créances comprennent principalement les subventions publiques à recevoir pour 372 K€ pour lesquelles les charges faisant l'objet de la subvention ont été encourues.

L'évolution du crédit d'impôt recherche se présente comme suit :

EVOLUTION DE LA CREANCE DE CREDIT D'IMPOT RECHERCHE					
(Montants en milliers d'euros)					
	<u>31/12/2011</u>	<u>Produit d'exploitation</u>	<u>Paiement reçu</u>	<u>Part activée</u>	<u>30/06/2012</u>
Crédit d'impôt recherche	426	392		82	900

Note 7 : Actifs financiers courants

Le compte titre ouvert dans le cadre du contrat de liquidité de la Société, antérieurement domicilié auprès de la Société Générale, est désormais domicilié auprès de Gilbert Dupont. Sur la période, un apport complémentaire au compte de liquidité de 150 K€ a été effectué par la société pour la mise en œuvre de ce contrat.

Note 8 : Trésorerie, équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(Montants en milliers d'euros)

	<u>30/06/2012</u>	<u>31/12/2011</u>
Dépôts bancaires à court terme	637	3 112
OPCVM monétaires	42 787	48 205
Comptes à terme		30
Total de la trésorerie et équivalents de trésorerie	43 424	51 347
Dont plus-values latentes	134	134

Note 9 : Capital

9.1 Capital émis

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent trente-huit mille quatre-vingt-quatorze euros et quatre-vingt-quatre centimes (538 094,84 €). Il est divisé en 13452 371 actions entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,04 €.

Ce nombre s'entend hors « Bons de Souscription d'Actions » (BSA), « Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise » (BSPCE) et options de souscription octroyés à certains investisseurs et à certaines personnes physiques, salariées ou non de la Société.

Le tableau ci-dessous présente l'historique du capital de la Société depuis le 31 décembre 2011 :

<u>Date</u>	<u>Nature opération</u>	<u>Capital (en K€)</u>	<u>Prime d'émission (en K€)</u>	<u>Nombre d'actions composant le capital (en milliers)</u>
31/12/2011		536	56 190	13 403
02/03/2012	Exercice de stock-options	0	19	5
16/03/2012	Exercice de BSA	1	76	16
02/04/2012	Exercice de BCE	1	58	16
03/05/2012	Exercice de stock-options	0	10	3
04/05/2012	Exercice de BSA	0	47	10
	Total	538	56 399	13 452

9.2 Bons de souscription, options de souscription d'actions et stock-options

La Société a émis des « Bons de Souscription d'Actions » (BSA) représentatifs d'une rémunération, des bons de souscription d'actions destinées à ses salariés ("BSPCE" et autres) ainsi que des options de souscription d'actions dont l'évolution depuis le 31 décembre 2011 se présente comme suit :

<u>Type</u>	<u>Date d'Octroi</u>	<u>Prix d'exercice</u>	<u>Cours</u>	<u>En cours au 31.12.2011</u>	<u>Créé</u>	<u>Exercé</u>	<u>Perdu</u>	<u>En cours au 30.06.2012</u>
Options octroyées avant le 1er janvier 2012				5 790 533	0	196 620	56 250	5 537 663

Suite au regroupement de 4 actions anciennes pour 1 nouvelle au 25 mai 2011 il faut désormais 4 BSA, BSPCE ou SO pour souscrire 1 action pour les bons dont la date d'octroi est antérieure à cette date. Pour les bons et options dont la date d'octroi est postérieure, la parité est de 1 bon pour 1 action.

Le règlement des options se fait en actions.

**DETAIL DU RETRAITEMENT DES
PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS**
(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 juin	
	2012	2011
Paiements fondés sur des actions (part activée)	80	19
Paiements fondés sur des actions (charge de l'exercice)	800	190
	880	209

9.3 Acquisition par la Société de ses propres actions

L'assemblée générale mixte de la Société réunie le 15 juin 2012 a autorisé, pour une durée de dix-huit mois à compter de l'assemblée, le Conseil d'administration à mettre en œuvre, en une ou plusieurs fois, un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-209 du code de commerce et conformément au Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dans les conditions décrites ci-dessous :

Nombre maximum d'actions pouvant être achetées : 10% du nombre total d'actions à la date du rachat des actions. Lorsque les actions sont acquises dans le but de favoriser l'animation et la liquidité des titres, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Objectifs des rachats d'actions :

- assurer la liquidité des actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité à conclure avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- honorer des obligations liées à des programmes d'options d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ;
- remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ; ou
- annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées.

Prix d'achat maximum : 30 € par action hors frais et commissions, avecun plafond global de 5 000 000 €.

Il est précisé que le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% de son capital.

Récapitulatif des actions achetées et vendues depuis la mise en place du contrat de liquidité :

	2011		2012	
	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre
Titres achetés	2 100	18 631	11 921	66 944
Prix	10,32	11,62	12,01	9,73
Montant total	21 671	216 482	143 193	651 218
Titres vendus	1 100	12 804	12 655	51 997
Prix	10,43	11,97	12,38	9,78
Montant total	11 474	153 294	156 621	508 662

Au 30 juin 2012, la Société détenait 21 040 actions Mauna Kea Technologies acquises au prix moyen de 9,46 € et valorisées à 194 620 € soit un résultat négatif de 4 400 €.

Note 10 : Emprunts et dettes financières

Les mouvements de dettes financières s'analysent comme suit :

EVOLUTION DES DETTES FINANCIERES (Montants en milliers d'euros)

	<u>31/12/2011</u>	<u>Encaissement</u>	<u>Remboursement</u>	<u>Autres</u>	<u>30/06/2012</u>
Avances remboursables	3 567		(100)	52	3 519
Subventions	114			(28)	85
Autres	42				42
Total des dettes financières	3 723		(100)	23	3 646

Suite à la mise à jour des prévisions de remboursement des avances COFACE, un montant de 243 K€ a été reclassé des emprunts et dettes financières à court terme vers les dettes à long terme.

Note 11 : Provisions non courantes

PROVISIONS NON COURANTES (Montants en milliers d'euros)

	<u>31/12/2011</u>	<u>Dotations</u>	<u>Reprises non utilisées</u>	<u>Reprises utilisées</u>	<u>Reclassements</u>	<u>30/06/2012</u>
Engagements de retraite	130	29				159
Provisions pour litiges prud'homaux	176					176
Provision pour mise à jour logiciel	58					58
Autres provisions pour charges	25	2		(8)		20
Total des provisions non courantes	390	31		(8)		414

Note 12 : Autres passifs courants

Le poste autres passifs courants s'analyse comme suit :

AUTRES PASSIFS COURANTS (Montants en milliers d'euros)

	<u>30/06/2012</u>	<u>31/12/2011</u>
Dettes fiscales	116	76
Dettes sociales	1 872	1 418
Autres dettes	64	61
Produits constatés d'avance	491	742
Total des autres passifs courants	2 544	2 297

L'augmentation de 454 K€ des dettes sociales s'explique par l'accroissement des effectifs.

La diminution des produits constatés d'avance s'explique principalement par le versement au compte de résultat de 283 K€ relatifs à la part de la subvention Persée encaissée en décembre 2011 pour laquelle les coûts financés ont été encourus au cours de la période.

Note 13 : Chiffre d'affaires et produits opérationnels

Le chiffre d'affaires et les produits opérationnels se détaillent de la manière suivante :

CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 juin	
	2012	2011
Chiffre d'affaires	3 519	1 820
Subventions	285	10
Crédits d'impôt recherche et autres crédits d'impôt	391	368
Part de subvention des avances remboursables	28	58
Autres produits	15	
Total des produits	4 238	2 256

Le chiffre d'affaires du Groupe est composé de la vente des produits Cellvizio® et accessoires (sondes, softwares, etc.) ainsi que de prestations de services.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NATURE

(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 juin	
	2012	2011
Total ventes "équipements"	2 447	1 119
Total ventes "consommables" (sondes)	849	388
Total chiffre d'affaires "services"	223	313
Total du chiffre d'affaires par nature	3 519	1 820

Le chiffre d'affaires par secteur géographique au 30 juin 2012 et 2011 est le suivant :

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 juin	
	2012	2011
EMEA (Europe, Moyen Orient, Afrique)	891	708
<i>dont France</i>	<i>371</i>	<i>143</i>
Amérique *	2 099	997
<i>dont Etats-Unis d'Amérique</i>	<i>2 011</i>	<i>806</i>
Asie	529	115
Total chiffre d'affaires par zone géographique	3 519	1 820

*Le chiffre d'affaires réalisé au Canada représente 20 K€ au 30 juin 2012 contre 191 K€ au 30 juin 2011.

Pour les besoins de l'analyse géographique, la direction du Groupe alloue le chiffre d'affaires selon le lieu de la livraison des produits ou, en cas de prestations de services, en fonction de la localisation du siège social du client.

Au 30 juin 2012, aucun client du Groupe ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.

Au 30 juin 2011, le client le plus important du Groupe représentait 10% du chiffre d'affaires consolidé.

Note 14 : Charges de personnel

Le Groupe employait 107 personnes au 30 juin 2012, contre 67 au 30 juin 2011.

Les frais de personnel s'analysent comme suit :

	Au 30 juin	
	2012	2011
Frais de personnel	5 666	2 688
Charges sur engagements de retraite	29	7
Paielement fondé sur des actions	800	190
Total charges du personnel	6 495	2 885

Note 15 : Charges externes

15.1 Département Recherche & Développement

	Au 30 juin	
	2012	2011
Achats consommés	87	40
Charges de personnel	862	514
Charges externes	165	150
Variations nettes aux amortissements et dépréciations	184	141
Total Recherche & Développement	1 297	845

Les montants présentés au 30 juin 2011 sur les lignes « Honoraires, Redevances » et « Autres frais » ont été regroupés sur la ligne « Charges externes », à l'exception de 40 K€ correspondant aux « Achats consommés ».

Au 30 juin 2011, ces « Achats consommés » étaient inclus dans les « Autres frais ».

15.2 Département Ventes & Marketing

	Au 30 juin	
	2012	2011
Achats consommés	127	77
Charges de personnel	3 805	1 394
Charges externes	2 017	887
Variations nettes aux amortissements et dépréciations	27	48
Total Ventes & Marketing	5 976	2 406

Les montants présentés au 30 juin 2011 sur les lignes « Honoraires, Redevances », « Frais de déplacement, Réceptions » et « Autres dépenses » ont été regroupés sur la ligne « Charges externes », à l'exception de 77 K€ correspondant aux « Achats consommés ».

Au 30 juin 2011, ces « Achats consommés » étaient inclus dans les « Autres dépenses ».

15.3 Département Frais Généraux

FRAIS GENERAUX (Montants en milliers d'euros)

	Au 30 juin	
	2012	2011
Achats consommés	22	16
Charges de personnel	862	663
Charges externes	886	532
Impôts et taxes	115	83
Variations nettes aux amortissements et dépréciations	30	(69)
Total Frais Généraux	1 916	1 224

Les montants présentés au 30 juin 2011 sur les lignes « Loyers », « Honoraires, Redevances » et « Autres dépenses » ont été regroupés sur la ligne « Charges externes », à l'exception de 16 K€ correspondant aux « Achats consommés ».

Au 30 juin 2011, ces « Achats consommés » étaient inclus dans les « Autres dépenses ».

Note 16 : Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers s'analysent comme suit :

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS (Montants en milliers d'euros)

	Au 30 juin	
	2012	2011
Revenus des actifs financiers courants	24	
Gains de change	19	21
Revenus des équivalents de trésorerie	16	63
Autres produits financiers	1	10
Total des produits financiers	60	95
Pertes de change	(75)	(43)
Pertes sur équivalents de trésorerie		(3)
Charges d'actualisation	(52)	(31)
Total des charges financières	(126)	(78)
Total des produits et charges financiers	(67)	17

Note 17 : Charges d'impôt

La Société, comme sur le 31 décembre 2011, n'active pas ses déficits fiscaux. La charge d'impôt porte sur l'impôt minimum dont est redevable la filiale aux Etats-Unis comptabilisé selon les principes énoncés dans la note 1.3.1.

Note 18 : Engagements

Compte tenu des achats réalisés au cours de la période, qui ont notamment permis à la Société de couvrir certains des engagements à court terme auxquels elle était astreinte, le montant des obligations à moins d'un an de la Société envers les fabricants auprès desquels elle sous-traite la fabrication de certains sous-ensembles nécessaires à la fabrication de ses produits a diminué de 509 K€ et s'élève ainsi à 1 077 K€ au 30 juin 2012.

Les autres obligations de la Société n'ont pas évolué de façon significative sur le semestre écoulé.

Note 19 : Résultat par action

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSA, BSPCE ou options de souscription d'actions) sont considérés comme antidilutifs car ils induisent une augmentation du résultat par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Note 20 : Gestion des risques financiers

La gestion des risques n'a pas été modifiée de façon significative sur le semestre écoulé.

Note 21 : Relations avec les parties liées

Les charges présentées ci-après, relatives aux parties liées de la Société, ont été comptabilisées en charges au cours des exercices présentés :

RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES
(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 juin	
	2012	2011
Salaires et traitements	183	124
Jetons de présence	4	
Paielements fondés sur des actions	18	33

Le montant des rémunérations octroyées aux parties liées en 2011 a été corrigé pour prendre en compte le montant des rémunérations octroyées aux parties liées qui n'étaient pas membres du Conseil d'administration.

Note 22 : Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

COFIDEC

ERNST & YOUNG et Autres

Mauna Kea Technologies

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

COFIDEC

155, boulevard Haussmann
75008 Paris
S.A.R.L. au capital de € 32.800

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Mauna Kea Technologies

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Mauna Kea Technologies, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 30 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

COFIDEC

ERNST & YOUNG et Autres

Denis Polack

Denis Thibon

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

(Art. 222-3 - 4° du Règlement Général de l'AMF)

J'atteste à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables (normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne pour les comptes consolidés) et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Alexandre Loiseau

Directeur Général